

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

*Liberté, Liberté chérie
Combats avec tes défenseurs
(ROUGET DE L'ISLE)*

*Un peuple n'est vaincu que
lorsqu'il accepte de l'être.
(FOCH)*

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier -:- SAINT-PIERRE



«L'Education Nationale doit devenir un des principaux titres de noblesse de la République Nouvelle»

Déclare le général de Gaulle au cours d'un grand discours qu'il prononça le 2 mars à l'Assemblée Consultative et dont voici le texte:

«Il y a six mois que Paris est libéré de l'ennemi, quatre mois que les régions du nord-est et du centre sont dans leur ensemble purgées des envahisseurs. Trois mois que Metz est repris, vingt huit jours que notre drapeau flotte à nouveau sur presque toute l'Alsace. En pensant aux vastes événements qui remplirent le peu de temps écoulé depuis l'aurore de notre libération, nous pourrions dire avec quelque étonnement comme Hamlet de Shakespeare aux premières heures du matin: « Le jour est donc si jeune! »

Pourtant, c'est bien vrai que le brouillard se déchire à peine et que nous commençons seulement à découvrir à la fois l'état véritable où nous laisse l'abondante marée et l'étendue de l'effort de la reconstruction et du renouvellement qui s'impose pour de longues années à la nation française. Nous ne chercherons pas à épiloguer sur ce qui fut réalisé déjà à l'intérieur du pays pendant ces quelques semaines si chargées de combats en même temps que d'espérances. Il ne serait également question de s'étendre sur les conditions extraordinairement difficiles dans lesquelles il a fallu agir. Dans le domaine politique, le système bâti sur le consentement accordé par la défaite s'est écroulé tout à coup sans qu'il fut cependant possible de rétablir tel quel dans ses organes et dans ses hommes le régime qui l'avait précédé, ni recourir aussitôt à l'expression légale sur le suffrage universel de la souveraineté nationale. Dans l'ordre administratif, beaucoup de bonnes volontés, de dévouements, de compétences sont à l'œuvre mais il y persiste des méthodes et des procédés dont la lourdeur passée s'est accrue de celle qu'y ajouteraient les fausses réformes de Vichy. Enfin, le fonctionnement dans les services se trouva souvent altéré par les coupes sombres pratiquées dans le personnel par l'ennemi et ses complices, par les conséquences nécessaires de

l'épuration, de la rupture prolongée des communications des transmissions, enfin par les interférences abusives contrariant l'autorité des fonctionnaires responsables. Au point de vue économique, des atteintes graves ont été portées aux centres essentiels de communications; la destruction des trois quarts des moyens de transport, l'utilisation pour les besoins militaires des deux tiers de ceux restant, l'absence presque complète des importations, l'anéantissement des stocks, empêchent ou tout au moins gênent l'activité d'un grand nombre d'entreprises, prolongent le chômage complet de 400.000 travailleurs, le chômage partiel de 1.200.000 autres, donnent au ravitaillement des grandes agglomérations un caractère perpétuel de tour de force, retardent la reprise de la production agricole. Ajoutez à cela qu'il ne reste dans les greniers que deux tiers du blé qu'il faut pour nous nourrir, que le cheptel diminué en nombre est aussi réduit en poids, situation dont pour l'immense majorité des Français, les peines qu'elle comporte s'ajoutent à celles qu'ils supportèrent pendant les quatre années de notre malheur national et à l'angoisse où plonge la pensée de deux millions et demi des nôtres que l'ennemi tient prisonniers. Tant d'obstacles dressés devant la Nation et devant les pouvoirs publics n'ont pu surprendre que les esprits dénués de réflexion. Il n'était que trop facile de prévoir quelles vagues de difficultés viendraient battre la France à mesure de sa libération. Quant à nous, nous sommes persuadés que notre devoir envers le pays consiste à l'éclairer sur les épreuves à affronter bien loin des illusions, nous n'avons jamais donné à croire que l'expulsion de l'ennemi hors de notre territoire amènerait tout à coup la fin des batailles et que nous serions en mesure de rétablir du jour au lendemain à travers toute la France cette circulation abondante et constante des matières qui est la condition d'une économie active et d'un ravitaillement régulier. Nous n'avons jamais prétendu détenir le transcendant secret en vertu duquel le pays pourrait travailler, vivre

et se nourrir comme il faut alors qu'il ne dispose que du tiers du charbon nécessaire à son industrie pour ne point parler du chauffage! Que ses gisements de fer dont la plupart se trouvent actuellement dans la zone « avant » ne sont que par hasard accessibles aux trains non militaires, qu'il n'a pour ainsi dire aucun approvisionnement en coton, laine, caoutchouc, cuivre, soufre, essence, qu'il ne peut faire rouler pour ses besoins qu'un nombre presque dérisoire de locomotives et de wagons, qu'il compte à peine le tiers des camions qu'il utilisait naguère et dont ceux qui lui restent sont presque tous au dernier degré d'usure. Nous n'avons jamais affirmé que nos alliés américains et britanniques qui pour le moment ont entre leurs mains la presque totalité des matières premières, des objets fabriqués et des navires de transport, mais dont la production, le système de répartition, les courants de calculation étaient orientés vers tout autre but que des secours rapides à la France, allaient en quelques semaines adapter leurs conceptions stratégiques à l'obstination d'une résistance allemande, discerner que la victoire était impossible sans nous, modifier en conséquence leur machine de guerre et diriger sur nous les grands tonnages nécessaires à notre réapprovisionnement. Mais, dans ces jours difficiles, nous fimes confiance à la France. C'est sur sa raison, en même temps que sur son ardeur que nous avons appuyés notre action et notre autorité; et quant à l'émouvante confiance que nous portait le peuple en 'ier, nous en fimes, comme son instinct le veut, le centre du ciment provisoire de l'unité nationale.

Au moment où j'arrivai à Paris, le 25 août 1944, il m'était remis une note d'un représentant du maréchal Pétain. Ce représentant avait, en vertu d'un ordre écrit et daté du 11 août, tous les pouvoirs pour rechercher avec moi «une solution de nature à éviter la guerre civile». J'éconduisis le représentant. Messieurs où est la guerre civile? (applaudissements unanimes). Dans cette première phase de son œuvre, c'est naturellement sur les éléments essentiels que se porta l'action du gouvernement donnant à l'effort de guerre, une rigoureuse priorité. Nous refimes largement nos ponts, voies ferrées, lignes de force, nous réparâmes ceux de nos ports que l'ennemi n'occupe plus, nous remimes nos charbonnages en exploitation. Nous avons dans l'utilisation du peu de charbon, de courant électrique, de matières premières, de moyens de transport dont nous pûmes disposer, attribuer, même aux jours les plus durs de l'hiver, tout le possible à nos fabrications de guerre et à l'habillement de nos troupes. Par l'admirable courage avec lequel la population supporta le froid dans les foyers, le manque d'effets, de chaussures, les restrictions cruelles imposées à la distributions du gaz, de la lumière, chacun peut se dire tout bas avec fierté qu'il préleva sur sa propre subsistance, une contribution directe à l'effort pour la victoire. Nous poussâmes énergiquement, tout en nous battant, l'accroissement et la refonte de nos armées de terre, de mer et de l'air. Celles-ci comptent actuellement plus d'un million deux cent mille hommes y compris les forces de l'Empire. En outre, à peine l'incorporation de la classe 43 s'achèvera-t-elle, que nous passerons à celle des classes 40, 41 et 42. Il est vrai que tous nos effectifs ne sont pas encore en ligne faute de l'armement suffisant car le gouvernement n'entend pas jeter ses jeunes troupes

contre les chars «Tigre», les panzers et canons automoteurs allemands sans qu'elles aient les moyens de leur faire face. L'ennemi sait la valeur de notre effort. D'une part, nos alliés consentirent récemment à nous fournir une partie du matériel nécessaire dont les premiers envois sont en cours et d'autre part, nous fabriquons des fusils, fusils mitrailleurs, mortiers, camions militaires, avions de chasse, bombardiers légers. Nous réparons nos propres navires. Si nous ne pouvons pas encore nous doter nous-mêmes d'engins blindés et d'artillerie, c'est parce que de telles fabrications exigent des délais prolongés. Cependant, je puis annoncer qu'en septembre commenceront à sortir de nos usines, de nouveaux chars français et d'ici là, nous aurons produit un nombre important d'auto-mitrailleuses. Nous poursuivrons inlassablement et en dépit de tous les obstacles, cet effort acharné de recrutement, d'instruction, d'encadrement et d'armement jusqu'à ce que nous ayons rendu à la France les grandes armées qu'elle veut avoir. Entre temps, nous avons conservé et même, je pense, affermi le crédit intérieur et extérieur de l'Etat et la juste confiance du pays dans la monnaie, ce que - je le dis nettement - nous continuerons à faire. Le ministre des finances vous fera connaître, le moment venu, les mesures nouvelles qu'il entend prendre. Nous avons longuement négocié avec nos alliés américains la conclusion d'accords d'aide réciproque qui furent signés avant-hier et en vertu desquels, dans un délai que nous espérons aussi bref que possible, nous recevrons des matières et des denrées pour une valeur totale de deux milliards et demi de dollars ce qui permettra un réel démarrage de nos industries essentielles. Enfin nous avons reconstruit nos administrations régionales et départementales et nous avons établi dans nos communes des municipalités provisoires. Ainsi que nous nous y étions engagés, nous avons restauré dans la nation l'exercice de toutes les libertés dont elle fut si longtemps privée. La liberté individuelle, la liberté d'opinions, la liberté de presse, la liberté syndicale, la liberté de réunions et d'associations sont à nouveau pratiquées sans autres limites que celles qu'impose l'état de guerre. Nous rendrons maintenant aux électeurs et donnerons aux électrices la possibilité de désigner bientôt leurs conseils municipaux et conseils généraux. Nous ne prétendons aucunement que tout ce qui fut fait, porte un caractère de perfection. Parmi les critiques par quoi s'exhalent, non toujours sans calcul, les désagréments du jour, beaucoup sont exagérées et par conséquent comme disait Talleyrand «ne comptent pas». Mais d'autres se trouvent en tout ou en partie fondée. Et j'ajoute que je pourrais moi-même en formuler un certain nombre. Il est vrai que l'administration ne fut pas partout mise en place sans délai et sans à-coups; il est vrai que la justice ne fut pas toujours à même de fonctionner très rapidement. Il est vrai que certains actes de désordre furent commis ci et là. Il est vrai que diverses répartitions de charbon ou de matières premières laissèrent à désirer. Il est vrai que parfois les wagons se trouvèrent mal employés, que des camions circulèrent vides, que des denrées de ravitaillement prirent une mauvaise direction. Il est vrai qu'il reste à adopter dans divers services régionaux ou locaux, des rectifications et simplifications. Le gouvernement donc et c'est sa tâche, va redresser les erreurs, réprimer les fautes, parer aux

insuffisances; il est le premier à le reconnaître. Mais il affirme que c'est le devoir pour chacun de se discipliner soi-même dans ses propos aussi bien que dans ses actes. Il déclare malfaisante l'exploitation des mécontentements, qu'elle s'étale ou qu'elle se camoufle car pour combattre et se renouveler, ce n'est certainement pas une atmosphère de doute, de reproches et d'amertume, mais une atmosphère d'ambiance, d'optimisme, de confiance, d'abnégation qui est nécessaire au pays et que d'ailleurs il entretient de toutes les forces de son âme. C'est qu'en effet les événements qui faillirent littéralement mettre fin à la France ont mis en éclatante lumière la nécessité absolue du renouveau national; non seulement il est évident que retourner à la situation dans laquelle nous saisissons le désastre, serait nous condamner nous-mêmes à périr à la prochaine occasion mais encore dans le monde, à la fois très actif et très rude, que nous voyons se dessiner par delà la victoire, il apparaît que ce que nous sommes et ce que nous valons, pour notre propre bien et pour le bien des autres, ne pèserait pas lourd et pas longtemps si nous ne reprenions pas une fois de plus dans notre histoire l'ascension vers la puissance. A cet égard, il est banal de dire qu'un grand renouveau économique et social constitue la première condition. Nous prenons la France comme elle est avec les ressources connues de la Métropole et de l'Empire. Nous la prenons avec les capacités naturelles de son peuple. Nous la prenons au mieux d'un monde qui marche vers le progrès. Il faut se donner une très puissante industrie métallurgique de laquelle sortent des locomotives, des wagons, des avions, des machines, de l'outillage, de l'armement, des charpentes des bâtiments et dont procède l'activité des entreprises mécaniques et chimiques. Notre production agricole sur un sol en moyenne très riche, très varié est susceptible de doubler de rendement par un outillage approprié, une sélection de cultures, un cheptel remembré, un amendement meilleur des terres, la distribution d'eau, de courant électrique, une amélioration des logements et des bâtiments, une amélioration de l'exploitation. Notre Afrique du Nord peut encore multiplier son grand essor agricole grâce aux irrigations, aux engrains et offre de vastes perspectives industrielles. Quant à notre Afrique Occidentale, notre Afrique Equatoriale, notre Indochine, Madagascar et la Guyane, beaucoup de travaux les mirent en valeur mais il reste tant à faire qu'elles appellent l'effort enthousiaste de la France.

Ce programme peut paraître présomptueux dans l'état actuel de la France, mais du moment qu'il s'agit de la France et quelle que soit temporairement sa situation, c'est la sagesse et la raison de voir grand et de viser haut. Nous avons eu les moyens de mettre fin à la situation où nous étions. Nous avons de bons bras, de bonnes têtes, de bons coeurs et à notre portée, de vastes trésors à tirer de notre terre. Il y faut un travail acharné, un long temps, beaucoup d'initiative. Mais la puissance est au bout, une puissance qui celle-là n'écrasera personne et au contraire profitera à nos semblables. Cette puissance, ah! puisse-t-elle devenir une grande ambition nationale. Cet effort de la collectivité française, comment le concevrait-on si tous ceux devant y participer n'étaient pas appelés à contribuer à tout ce qu'il impliquera d'invention, d'ingéniosité, d'initiative, de res-

ponsabilité? Nous constatons à quel point l'évolution technique sociale développa la valeur de la classe ouvrière française, nous observons l'importance du rôle que son patriotisme, sa sagesse et son courage jouèrent dans la résistance de la Patrie à l'ennemi, jouent à présent dans la remise en ordre, joueront demain dans le renouvellement. Nous affirmons qu'il est équitable et salutaire de s'associer par l'esprit et par le cœur aussi bien que par les mains à ceux qui ont la gestion, l'organisation, le perfectionnement des entreprises, à tous ceux prodiguant leur peine. C'est donc dans cette voie que nous nous engageâmes en créant des comités d'entreprises dont je serais évidemment surpris que les modalités apparaissent à tous et à chacun totalement satisfaisantes mais dont l'extrême importance ne peut pas être contestée en ce qu'il y a de social à la base de l'économie. C'est dans cette voie que nous marchons quand nous créons des offices professionnels composés de délégués de toutes les catégories de profession sous la présidence d'un représentant de l'Etat, à mesure que disparaissent les comités d'organisation.

Enfin, le gouvernement est en train de préparer l'institution d'un nouveau conseil national économique où les représentants qualifiés de tous ceux qui concourent à l'activité du pays seront à même d'apporter leur contribution à l'ensemble de l'œuvre économique. Nous croyons ce régime d'association digne de la France à tous les échelons, la production peut être socialement parlant le fondement de la condition de reconstruction de la France. Mais si nous entendons faire en sorte que dans un peuple tel, notre valeur individuelle et l'initiative demeurent à la base de l'activité nationale et même trouvent le profit de se développer encore, si nous permettons de lever progressivement au moment voulu, les contraintes que la guerre oblige l'état de faire peser, bref si nous n'imaginons pas l'économie française de demain sans un « secteur libre » aussi étendu que possible, nous déclarons que l'Etat doit tenir les leviers de commande. Oui, nous affirmons que c'est le rôle de l'Etat d'assurer lui-même la mise en valeur des grandes sources d'énergie: charbon, électricité, pétrole ainsi que les principaux moyens de transport: ferrés, maritimes, aériens et les moyens de transmission, dont tout le reste dépend. C'est son rôle d'amener la principale production métallurgique au niveau indispensable. C'est lui qui doit disposer des crédits (applaudissements) de manière à pouvoir diriger l'épargne nationale vers les vastes investissements qu'exigent pareils développements et d'empêcher que des groupements d'intérêts particuliers puissent contrarier l'intérêt général. Au moment où je parle, d'ailleurs, il ne va de charbon, d'essence, de courant, de fer, de trains, de navires, de crédits que là où l'Etat veut qu'ils aillent et dans les conditions qu'il a lui-même fixées. C'est lui qui dirige directement l'activité des charbonnages et transmissions. Le gouvernement fit connaître depuis quatre ans sa politique. Mais le moment et le choix des modalités provisoires des transferts ou des nationalisations sont des affaires d'opportunité, la préparation des moyens. Rien ne serait en effet plus fâcheux pour les réformes elles-mêmes et plus ruineux pour la nation que de prétendre dans les domaines de cette nature, proclamer des changements par des textes sans être en mesure de les appliquer. Par la suite, il appartiendra à la représentation nationale de

Propriété TERRITORIALE DE SAINTE-EMILIE
Préndre définitives ou de les changer, suivant qu'elle jugera bon, les dispositions transitoires que nous prîmes et celles que nous aurons à prendre avant qu'elle soit réunie. Ce changement de structure qui est à ses débuts aura de profondes conséquences. Ce rôle dirigeant que l'évolution nationale exige, la reconstruction s'imposant désormais à l'Etat, entraîne de multiples conséquences d'ordre politique, et administratif. Mais sans attendre ce que la nation souveraine décidera à cet égard, nous nous trouvons dès à présent dans l'obligation présente de créer ou de développer les moyens permettant à l'Etat d'exercer son devoir de direction économique du pays. Non seulement il lui faut dans les administrations centrales des hommes compétents et efficaces mais encore, il est nécessaire qu'il dispose pour la direction des entreprises nationalisées et le contrôle de certaines autres, un personnel capable par son initiative, sa valeur technique, son goût de réussite de donner à ses activités le caractère d'affaires commerciales. Le gouvernement qui mit dans son plan la réforme de la fonction publique prend des moyens pour former les corps administrateurs et contrôleurs de l'Etat.

Je dois dire, messieurs, que dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres où le recrutement des élites doit être sans cesse élargi que c'est là une des difficultés paraissant les plus grandes. Car la France hélas! manque d'hommes et ce vide terrible se fait sentir non seulement quant au nombre brut mais encore, qui ne le sait pas, quant à la qualité. Ah! messieurs nous touchons là une des causes principales de nos malheurs et un des obstacles principaux s'opposant au redressement. C'est pourquoi s'il est acquis désormais que le peuple français ne se multiplie pas, qu'alors la France, ne sera plus qu'une grande lumière qui s'éteint dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, rien n'est perdu pour peu que nous sachions le vouloir. Afin d'appeler à la vie douze millions de beaux bébés, il faut à la France en dix ans réduire le taux absurde de la mortalité, de la morbidité, et introduire au cours des prochaines années avec méthode et intelligence de bons éléments d'immigration dans la collectivité française, un grand plan est tracé qui va comporter des avantages, attribués aux uns, des sacrifices imposés aux autres pour qu'à tout prix soit obtenu le résultat vital et sacré. Dans le courant de cette année, le gouvernement consultera l'Assemblée sur les premières mesures et les promulguera à temps pour qu'elles puissent jouer au moment tant attendu, où rentreront nos mobilisés, prisonniers et déportés et où se fonderont et renaîtront un grand nombre de foyers français.

Nous ne manquons pas d'affirmer que ce changement de mœurs qui seul peut d'une manière durable, faire que la fécondité d'autrefois règne à nouveau, n'est pas convenable sans une réforme profonde de l'éducation. A cette réforme, le gouvernement qui prit déjà des mesures concernant le développement de nos œuvres de jeunesse, travaille actuellement, appuyée sur les avis consacrés par cet ordre intellectuel et spirituel et qui peuvent donner compétences et qualifications. Car s'il est vrai que l'enseignement fut un des principaux titres de noblesse de la III^e République, c'est l'éducation nationale qui doit devenir celui de la République nouvelle. La volonté du renouvellement national n'est pas la construction de l'esprit de quelques hommes ardents ou de

quelques groupes isolés. Mais elle procède véritablement de l'instinct vital de la nation tout entière. Oui, c'est la France dans tous les fils et filles de France instruits par un long passé, réveillée par les événements les plus cruels qu'elle ait vécus, mieux avertie désormais des réalités extérieures qui se livre aux grandes espérances. Et c'est pourquoi l'œuvre immense, qui va exiger d'elle tant de sacrifices pendant tant d'années, mais dont la réussite peut être la plus grande de toutes celles que vit le monde. Ah! je sais bien que pour répandre et maintenir dans les masses d'hommes et de femmes si divers par leur caractère, activités, intérêts, les lieux mêmes où ils habitent et dont se compose éternellement la France, l'esprit auquel ils aspirent, qu'il faut un grand mouvement des âmes. Mais cet appel, ce mouvement sont tout trouvés: ce sont ceux de la résistance française qui rassembleront le pays pour tirer de l'abîme et doivent maintenant le rassembler pour l'entraîner vers les sommets. Parti unique ou ligue? Ah! non certes, pas plus demain qu'hier. Mais les Bons Français de toutes les opinions, origines, tendances qui partout où ils se trouvent donnent l'exemple de l'ardeur et font en sorte que dans chacune des catégories politiques, sociales, professionnelles entre lesquelles se répartissent les intérêts particuliers, les passions s'inclinent devant l'intérêt supérieur de la nation.

Messieurs, exposant le plan qu'il a suivi à mesure de la libération, qu'il veut continuer à suivre et propose à la nation pour l'effort d'un long avenir, le gouvernement dissimule moins que jamais la difficulté de l'immensité de sa tâche. Mais s'il arrivait que nous en fussions effrayés ou tentés par découragement, il suffirait pour nous raffermir d'écouter la voix profonde de notre peuple comme on entend la rumeur de la mer. Car entre l'ombre douceureuse du déclin et la claire et froide lumière du renouveau, nous connaissons le choix de la France.

Nous avons beaucoup appris car nous avons beaucoup souffert

A déclaré le général de Gaulle au cours d'une brève allocution prononcée à l'occasion de la fête annamite du « TÉT ».

Voici le texte de cette allocution:

« L'obscur harmonie existant dans les affaires des hommes fait apparaître parfois dans les événements de frappantes coïncidences. Il semble que nous nous trouvions aujourd'hui devant une de ces coïncidences. La fête du « TET » est célébrée par les fils du noble, intelligent et fidèle peuple annamite au moment même où l'on voit se dessiner la victoire définitive du parti de la liberté contre ceux qui voulaient asservir les autres. Tandis que les annamites où qu'ils se trouvent, rassemblent leurs pensées, leurs sentiments et leurs espérances, je tiens à dire combien la France, celle de la Métropole comme celle d'outre-mer, est auprès d'eux en cette occasion. La France ne se détourne à aucun moment des épreuves passées par les peuples de sa chère Indochine temporairement soumise à l'occupation ennemie mais dont la libération, avec le concours croissant de nos armées, est désormais une certitude. D'autre part, sur l'avenir de ces peuples associés à elle

aujourd'hui pour le pire et demain pour le meilleur, la France porte dès à présent, les projets de son esprit et les élans de son cœur. Fière de ce qu'elle y a réalisé naguère avec le concours dévoué des populations, notamment celui d'une élite qui révèle tant d'aptitudes, elle entend faire du développement politique, économique, social et culturel de l'union indochinoise l'un des buts principaux de son autorité, de sa puissance renaissante et de sa grandeur retrouvée. Cette œuvre, la France qui est et demeurera son propre mandataire, la poursuivra dans le respect des droits, des mœurs et des traditions des peuples dont elle a la charge. Elle saura l'accomplir en les associant eux-mêmes non point seulement à leur propre progrès, mais encore à l'organisation et à la vie de cet ensemble de valeurs humaines que forment dans les cinq parties du monde, tant d'hommes unis autour d'elle par le même idéal et la même fidélité. En cela comme en tout, ses malheurs, que l'aile de la victoire est en train d'effacer de son front, auront certes eu pour résultat de l'affermir dans le service du grand idéal humain dont elle fut et dont elle reste le champion, mais aussi de mieux la pénétrer des nécessités pratiques sans lesquelles les principes les plus nobles ne sont voués à être que des mots. S'il est vrai que la douleur est le maître des hommes, et par conséquent celui d'un grand peuple, nous pouvons dire pour qu'on l'entende, que nous avons beaucoup appris car nous avons beaucoup souffert. Honneur et bonheur au noble peuple annamite ! Confiance dans la grande association française que formeront demain, en tant que contrées de la terre, les cent dix millions d'hommes vaillants et laborieux vivant sous notre drapeau. Voilà le vœu de la France en ce jour de fête du «têt» !

Communiqué officiel

Voici le texte du communiqué publié par les Trois Grands à la suite de la conférence de Crimée.

«Nous avons considéré et fixé les plans des Trois Puissances alliées pour la défaite finale de notre ennemi commun. Les Etats-Majors militaires des trois puissances alliées se rencontrèrent au cours des réunions quotidiennes pendant toute la durée de la conférence. Ces rencontres furent extrêmement satisfaisantes à tous les points de vue et eurent pour résultat, une coordination plus étroite que toutes celles obtenues auparavant, par l'effort militaire des trois alliés. Les informations les plus complètes furent échangées. On s'est mis d'accord sur le rythme à porter et la coordination des nouveaux et toujours plus puissants coups qui vont être portés par nos armées et nos aviations au cœur de l'Allemagne venant de l'est, de l'ouest, du nord et du sud. Elles furent également l'objet de plans détaillés. Nos plans militaires combinés seront portés à la connaissance du public seulement lorsque nous les exécuterons mais nous croyons que la coopération très étroite des trois Etats-Majors qui fut obtenue au cours de cette conférence aura comme résultat d'écourter la guerre. Notre dessein inflexible est de détruire le militarisme allemand et le nazisme et de nous assurer que l'Allemagne ne pourra plus jamais troubler la paix du monde. Nous sommes décidés à désarmer et à dissoudre

toutes les forces armées allemandes, à détruire à jamais l'état major général allemand qui provoqua toujours la renaissance du militarisme allemand, à détruire tout l'équipement militaire allemand ou en enlever le contrôle à l'Allemagne, à éliminer ou à contrôler toute industrie allemande qui pourrait servir à la production militaire, à traduire en justice tous les criminels de guerre et les châtier rapidement, à exiger les réparations en espèces pour toutes les destructions causées par les Allemands, à extirper le parti nazi, les lois, organisations et institutions nazis, à faire disparaître toutes les influences nazi et militaristes de l'administration et de la vie culturelle et économique du peuple allemand, à prendre de concert toutes les autres mesures qui nous sembleront nécessaires à la paix future et à la sécurité du monde. Notre but est de ne pas détruire le peuple allemand mais ce n'est que lorsque le nazisme et le militarisme auront été extirpés que les Allemands pourront avoir l'espoir d'une vie décente et d'une place au sein des nations. Nous avons examiné la question des dégâts causés par l'Allemagne aux nations alliées au cours de cette guerre et nous reconnaissons qu'il est juste que l'Allemagne soit obligée de compenser en espèces ces dommages dans la mesure du possible.

Une commission des réparations sera établie. Cette commission aura pour mission d'étudier l'étendue des dommages causés par l'Allemagne aux pays alliés et les moyens propres à les réparer. Cette commission siégera à Moscou. Nous sommes résolus à établir aussitôt que possible avec nos alliés une organisation générale internationale pour maintenir la paix et la sécurité. Nous croyons que cela est essentiel à la fois pour prévenir les agressions et pour écarter les causes politiques, économiques et sociales de la guerre par une collaboration intime et continue de tous les peuples pacifiques. Les bases en furent jetées à Dumbarton Oaks. Cependant, sur la question si importante de la procédure du vote, un accord n'avait pu être obtenu. La conférence actuelle permit de résoudre cette difficulté. Nous sommes tombés d'accord pour qu'une conférence des Nations Unies soit convoquée à San Francisco aux Etats-Unis, le 25 Avril 1945 afin de préparer la charte de cette organisation selon les principes qui furent proposés durant les conversations officieuses de Dumbarton Oaks. Le gouvernement de Chine et le gouvernement de France seront immédiatement consultés et invités à participer à cette conférence avec les gouvernements des Etats-Unis, de Grande Bretagne et de l'URSS. Aussitôt que les consultations avec la Chine et la France seront terminées, le texte des propositions pour la procédure du vote sera rendu public. Nous avons établi et souscrit à une déclaration de l'Europe libérée. Cette déclaration prévoit une politique concertée des trois puissances et une action commune pour résoudre les problèmes politiques et économiques de l'Europe libérée en accord avec les principes démocratiques. Le maréchal Staline, le premier ministre du Royaume Uni et le Président des Etats-Unis se consulteront dans l'intérêt commun des peuples de leurs pays et ceux de l'Europe libérée. Ils affirment un accord mutuel pour concerter la politique de leurs trois gouvernements pendant la période temporaire d'instabilité de l'Europe libérée en vue d'aider les peuples de l'Europe libérée de la domination allemande nazie et les peuples des anciens états satellites de l'axe, à ré-



soudre par des moyens démocratiques, leurs problèmes politiques et économique urgents. L'établissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de l'économie nationale doivent être réalisés par des procédés qui permettront aux peuples libérés de détruire les derniers vestiges du nazisme et du fascisme puis d'établir des institutions démocratiques de leur choix. Les principes de la charte de l'Atlantique sont: le droit pour tous les peuples de choisir la forme de leur gouvernement, la restauration de leurs droits souverains et un gouvernement autonome au profit des peuples qui en furent privés par la force. Afin de créer les conditions dans lesquelles les peuples libérés pourront exercer leurs droits, les trois gouvernements assisteront conjointement les peuples de tout état libéré de l'Europe ou de tout état de l'Europe, ancien satellite, chaque fois qu'à leur avis, la situation exigea de créer des conditions de paix, de prendre des mesures d'urgence pour secourir les peuples en détresse, de former les autorités gouvernementales provisoires largement représentatives et de faciliter partout, dès que cela sera possible, des élections libres.

Les trois gouvernements consulteront les autres nations unies et leur gouvernement ou autorités provisoires en Europe quand les questions qui les intéressent directement seront à l'étude. Quand les trois gouvernements estimeront que les conditions dans l'état libéré d'Europe ou dans le pays ex-satellite de l'axe, rendront cette action nécessaire, ils se consulteront immédiatement sur les mesures à prendre pour pouvoir assumer leurs responsabilités communes définies dans cette déclaration. Publiant cette déclaration, les trois puissances expriment l'espoir que le gouvernement provisoire de la République française voudra bien s'associer à elles pour la procédure proposée. Cette conférence de Crimée nous a permis d'aplanir les différends nous séparant sur la question polonaise. Nous avons discuté à fond tous les aspects de cette question. Nous réaffirmons notre désir commun de voir une Pologne forte, libre, indépendante et démocratique établie de nouveau. A la suite de ces discussions, nous nous mimes d'accord sur les conditions dans lesquelles le nouveau gouvernement provisoire polonais de l'unité nationale peut-être formé de manière à être reconnu par les trois puissances.

LE SCOUTISME EN FRANCE

Le prochain « Jamboree » mondial aura lieu en France. Les deux chefs du scoutisme français, le général Lafont, chef du scoutisme français, et Pierre Delsuc, Commissaire international au scoutisme français, revenant de Londres, annoncèrent cette nouvelle aux journalistes. On pense que la date sera fixée pour 1946 ou 1947. Le dernier « jamboree » avait eu lieu en Hollande. C'est une preuve de sympathie dont la France s'honneure que les dirigeants du bureau international du scoutisme aient tenu à ce que cette grande manifestation ait lieu en France. Pendant les 4 années d'occupation, le scoutisme fut interdit en France. Malgré cela, les jeunes catholiques, protestants, israélites, ou sans confession religieuse, continuèrent à porter, écrite dans leur cœur, la loi du scout dont le premier terme est l'amour de son pays. Clandestinement, ils travaillèrent pour la

Patrie. Nombreux sont ceux servant dans la résistance. Nombreux sont les déportés politiques en Allemagne. Les Etats-Unis comptent plus de deux millions de scouts, la Grande-Bretagne, plus de 600.000 et la France, 300.000. Le lieu du prochain « jamboree » sera l'Ile-de-France, les difficultés et les moyens de transports ne permettant pas de le situer dans un cadre montagnard ou maritime. On compte que trente à trente-cinq mille jeunes gens peut-être cinquante mille venus de tous les pays du monde, pourront pendant deux semaines camper et apprendre à se connaître et s'apprécier, puis plus tard, continuer les relations amicales commencées à la lueur des feux de camps.

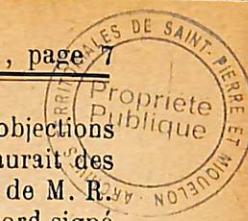
Les événements de la Quinzaine

Chronique militaire:

a) *Front de l'ouest:* Depuis Emmerich jusqu'à Saarburg, les Alliés sont passés à l'offensive et après avoir brisé les dispositifs ennemis sur la Roer déferlèrent dans la plaine rhénane nettoyant quasiment toute la rive gauche du Rhin. La première armée canadienne continuant son offensive dans l'extrême nord du front, opéra sa jonction avec la 9^{me} armée américaine qui occupa Juliers, Muchen-Glabach, Viersen, Krefeld, Venlo Roermond puis Neuss, face à Dusseldorf et à Homberg sur le Rhin, face à Duisburg. Les Britanniques de la première armée canadienne encerclèrent Xanten et approchèrent de Wesel que l'ennemi défend avec acharnement. La première armée américaine entra dans Duren et avança sur Cologne qu'elle occupa entièrement puis tandis que quelques unes de ses unités convergeaient sur Boan, d'autres traversèrent le Rhin au sud de Cologne établissant une solide tête de pont sur la rive «est» du fleuve, sans rencontrer de résistance de la part de l'ennemi. Eschweiler, Euskirchen, Zulpeich, Gemund ont été occupés par les forces de Nodges.

La 3^{me} armée américaine commandée par le général Patton passa la rivière «Nims» puis occupa Bitburg, Mülheim, Trèves, et se dirige vers Coblenz et Mayen. Elle liquida la poche ennemie au sud-est de Prüm entre Dasburg et Vianden. La 7^{me} armée de Patch libéra Forbach et progresse vers Saarburg. Le nombre des prisonniers capturés sur le front de l'Ouest dépasse maintenant le million.

b) *Sur le Front de l'Est:* Tout le système de la Baltique s'écroula après une quinzaine de jours de bataille et en ce moment Dantzig, Gdynia et les autres petits ports de la côte ne sont plus que des hérissons sans grande importance stratégique. L'habile manœuvre d'encerclement des généraux Joukov et Rokossosky leur permit de cerner 20 divisions nazies entre Dantzig et Stettin pendant que les 20 autres encerclées en Prusse sont en voie d'anéantissement. Tandis que Joukov est passé à l'offensive et se prépare à franchir l'Oder sur un vaste front avec Berlin comme objectif immédiat, Rokossosky opérant avec l'aile droite de Joukov coupa les forces allemandes combattant en Poméranie occidentale de celles opérant en Poméranie orientale. Ces forces ont occupé les villes de Nammerstein, Sholau, Baldenberg, Bublitz, Steger, Neustettin, Prechla, Arnswalde, Rummelsburg, Pollnow, Chiew, Starogard, et Koeslin atteignant ainsi la mer.



Les troupes du premier front sous le commandement de Joukov atteignaient simultanément la Baltique dans le secteur de Kolberg occupant les villes de Barewalde, Tempelburg, Falkenburg, Dramburg, Wangerin, Labes, Fremwalde, Schivelbein, Regenswalde, Belgrad, Trepptow, Grifenberg, Kammin, Platthe et Gutzon. En outre, les garnisons de Posan, Grudziaz et Pyritz encerclées depuis quelques semaines capitulèrent. En Tchécoslovaquie, Malinnovsky prit Banska-Stiavnica. En Silésie, le maréchal Koniev se prépare à passer à l'offensive avec pour objectif primordial: le passage de la Neiss où l'ennemi établit de puissants points d'appui.

c) *En Italie*: Les troupes de la 5^{me} armée reprirent le Mont Belvedere.

d) *Dans les airs*: En coordination avec l'offensive terrestre, les aviateurs alliés survolent constamment le territoire allemand lâchant une pluie de fer et de feu sur les objectifs militaires et industriels du Reich. La R.A.F. deversa à elle seule 45.700 tonnes de bombes en Février.

e) *Dans le Pacifique*: Tandis que les combats continuent sur l'île d'Iwo et sur celle de Luzon où l'ennemi résiste avec l'énergie du désespoir, d'autres forces américaines sont débarquées sur l'île de Panawan entre les îles de Luzon et de Mindanao puis ont occupé les petites îles de Takao et Banias.

Formose est toujours pilonnée par l'aviation américaine, pendant qu'en Birmanie, les Britanniques sont entrés dans les faubourgs de Mandalay.

Chronique politique :

a) Activités du gouvernement :

Le Conseil des Ministres s'est réuni les 23, 27 et 28 février puis les 3 et 6 mars sous la présidence du Général de Gaulle. Le 23, le conseil examina les projets de l'accord «Prêt-Bail» transmis par le gouvernement américain. Il donna son approbation puis chargea M. Monnet, de se rendre sans délai à Washington pour signer, en compagnie de M. Bonnet, le texte définitif de cet accord. Sur la proposition de M. de Menthon, le gouvernement approuva l'application à l'Algérie de l'ordonnance instituant l'indignité nationale. Quelques jours plus tard, Radio Paris annonçait dans une de ses émissions que cette ordonnance s'appliquait également à la Guyane, à la Martinique et à nos îles

Le 27 Février, il fut décidé la mobilisation des classes 1940, 1941 et 1942 puis le Conseil prit connaissance du rapport de M. Mendès-France sur la nationalisation. Le lendemain M. Bidault rendit compte de son voyage à Londres. Le 3 Mars, le Conseil décida la création d'un haut comité de la population et de la famille qui donnera son avis sur les mesures de protection de la famille, le développement de la natalité, le peuplement rural, la décentralisation urbaine et l'intégration d'étrangers dans la population française. A la même séance, le gouvernement décida de créer un service d'administration militaire en Allemagne dirigé par le général Koeltz.

Le 6 Mars, il entendit un exposé de M. Bidault sur la situation internationale. Il déclara que la France allait participer à la conférence de San Francisco mais en puissance invitée et non en puissance invitante, les négociations ouvertes pour modifier le texte de l'invitation n'ayant pas eu le temps d'aboutir, faute de temps. La France avait décidé de demander une modification du

fait qu'elle veut apporter à la conférence ses objections sur le projet de Dumbarton Oaks où il y aurait des lacunes à combler. Ensuite, sur la proposition de M. R. Mayer le gouvernement décida d'accéder à l'accord signé à Londres le 5 Août 1944 sur le contrôle du tonnage de la marine marchande. Cet accord prévoit pour la période suivant immédiatement la fin des hostilités avec le Japon, l'organisation d'un bureau international chargé de nationaliser et d'ordonner l'utilisation des bateaux marchands afin d'en obtenir le maximum d'efficacité. Le gouvernement approuva enfin le texte d'un projet de loi présenté par M. Pléven tendant à couvrir une très large partie des dépenses prévues par les recettes normales.

L'Assemblée consultative consacra sa séance du 22 Février à un débat sur le budget de la Justice, au cours duquel et après une intervention de M. Pléven, elle vota par 179 voix contre 14 l'amendement suivant: « L'assemblée regrette que ses avis réitérés en matière d'épuration et de répression judiciaire n'aient pas été pris en considération. Elle prend acte de la déclaration du ministre des finances affirmant au nom du gouvernement, qu'à l'avenir il n'en sera plus ainsi. »

Le 23 et le 24, l'Assemblée examina le budget du ravitaillement. Madame Delaunay dénonça les méfaits du marché noir, ses conséquences économiques et les injustices sociales qu'il entraîne. M. Montmoussean demanda une épuration des organismes professionnels. Madame Peri et M. Tollet critiquèrent la mauvaise répartition des vivres et le maintien au pouvoir de commandes d'hommes de Vichy. M. Ramadier répondit aux critiques des délégués puis déclara que les alliés avaient fourni le travail nécessaire aux transports des stocks accumulés dans les colonies.

Le 1^{er} Mars l'Assemblée examina le projet relatif au régime administratif et électoral pour Paris et le département de la Seine. Le projet Marrame et Tollet demandant la suppression du Conseil municipal et du Conseil général fut rejeté. Celui de M. André Letroquer, demandant seulement une modification dans le mode d'élection en établissant le scrutin à liste par groupe d'arrondissements et une représentation proportionnelle fut adopté par 110 voix contre 81.

Le 2 Mars, l'Assemblée discuta sur le budget de la reconstruction industrielle. Au cours de cette séance, M. Dautry exposa l'ensemble de la situation disant que le travail à accomplir en 1945 sera surtout un travail administratif et préparatoire. Puis le général de Gaulle prononça ensuite son important discours que vous pouvez lire dans ce numéro de notre Journal.

Le 5 Mars, l'Assemblée Consultative adopta le budget de la reconstruction. M. Dautry répondant aux divers orateurs qui sont montés à la tribune indiqua que les lois de Vichy concernant la reconstruction seront modifiées et se déclara partisan d'une décentralisation industrielle. Le lendemain, M. Mayer déclara au cours d'une autre séance que la flotte française va s'augmenter de 90.000 tonnes de navires. Il ajouta qu'une partie du port de Marseille allait être remise à la disposition de la France. La séance fut ensuite consacrée à la discussion du budget de la marine marchande. Répondant à divers délégués, M. Mayer assura que le gouvernement voulait faire du Rhin une grande artère ouverte aux échanges internationaux.

Le 7, l'Assemblée se réunit pour examiner le projet de la résolution de Kriegel tendant à l'intégration et à la titularisation dans l'armée des cadres issus des F. F. I., projet qui fut adopté à l'unanimité. Dans l'après-midi, l'Assemblée discuta le budget de l'information. Les délégués demandèrent une presse plus libre et la disparition de la presse « pourrie » ainsi que la confiscation des biens de ces organes.

Le gouvernement Français décida de rétablir des relations directes avec le gouvernement italien nommant M. Couve de Murville, comme ambassadeur.

b) *Voyage du général de Gaulle:*

Le chef de la France s'est rendu à Oradour-sur-Glane où dans le cimetière, il déposa une plaque de bronze avec cette inscription « A Oradour-Sur-Glane. Le gouvernement de la République ». Les quelques 30 survivants de cette effroyable tuerie qui eut lieu le 10 juin 44 étaient présents. Le général de Gaulle prenant la parole exprima, en concluant, l'espoir que le sacrifice d'Oradour pèse de tout son poids dans le règlement de la paix future.

c) *Mesures d'épuration:*

A Paris se poursuit le procès de 8 membres de la Gestapo française, avenue Foch, qui aidèrent les Allemands à rechercher les parachutistes et les patriotes

En outre, au cours de cette quinzaine, la cour de justice de Paris condamna aux travaux forcés à perpétuité, à l'indignité nationale et à la confiscation de ses biens, René Benedetti, secrétaire particulier de Marcel Deat, rédacteur en chef du journal « L'œuvre ». Emile Joré, faisant le service étranger de l'OFI fut condamné à 5 ans de travaux forcés; M^{me} Veuve Berthommieu agent de la Gestapo a été condamnée à mort. L'Amiral Esteva comparaîtra devant la haute cour de justice le 12 mars. Ajoutons que le tribunal militaire de la Seine décida la mise sous séquestre des biens de Pétain, Deat, Laval, Barthélémy, Flandin, Abrial, Deutz et Esteva, et que le Russe apatride, Mendel Szkolnikoff, inculpé d'intelligence avec l'ennemi se verra confisquer l'ensemble de ses biens acheté pour plus de 2 milliards de francs.

A Toulouse le nommé Cazeneuve chef de milice fut condamné aux travaux forcés. A Montpellier, 4 des 5 membres de la bande Sabiani ont été condamnés à mort.

d) *Mesures économiques:*

Venant en aide à la France, pour résoudre la crise aiguë des transports, le gouvernement britannique décida d'allouer à la France un contingent de 4.000 camions qui seront affectés au transport du ravitaillement. M. Spaak, étant venu à Paris conclut avec les hommes d'état français 4 accords économiques et financiers. De leur côté, les délégations alliées à Berne, dont la France, ont conclu un accord économique avec la Suisse.

e) *Nouvelles diverses:*

En Allemagne, des troubles sérieux ont éclaté à Munich et la ville est cernée par des S.S. A Berlin la population s'entraîne pour des combats de rues.

En Egypte: Le premier ministre, Dahmed Maher Pacha, fut assassiné par un partisan de l'axe au cours de la réunion du conseil à laquelle l'Egypte déclara la guerre au Japon et à l'Allemagne. Ajoutons, que l'Iran, la Corée, et la Turquie ont également déclaré la guerre à l'axe.

En Yougoslavie: les ministres de Tito et les ministres royaux se sont mis d'accord sur le problème de la régence. Le maréchal Tito a formé son nouveau cabinet où il est président et ministre de la guerre.

A Londres: La conférence mondiale des syndicats a satisfait les espoirs les plus optimistes qui furent mis en elle. La 2^{me} réunion aura lieu en France en Septembre 45. Les syndicats ont nommé un comité qui a élaboré le projet des statuts de la nouvelle fédération internationale.

NOTE DE LA RÉDACTION

L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro la suite de l'article « Réaction des Parisiens ».

LA RÉDACTION

Etat-Civil de Saint-Pierre

NAISSANCES:

25 Février. — Lapaix, Suzanne, Marie.

3 Mars. — Girardin, Francine, Georgette, Lucienne.

DÉCÈS:

23 Février. — Larue, Marie, Léontine, Engracie.

24 Février. — Girardin, Joseph, François.

25 Février. — Audouze, Joseph, Pierre, Eugène.

27 Février. — Hourcade, Saint-Martin, Louis, Pierre, Maurice. (transcription).

Les familles Gautier, Rebmann, Chaignon, Lafitte et Arthur remercient les parents et amis qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du deuil cruel qui les a frappées.

Les familles Audouze, Grosvalet, Saunenf, remercient les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du deuil cruel qui vient de les frapper.

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs

Essences -:- Huile de lin -:- Mastic -:- Vernis

Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres

Eugène THEAULT
QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE
POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE
SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES